

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 20 au 26 février 2025

**L'Union de la CDU/CSU remporte les élections législatives en Allemagne.** Avec un taux record de participation de 82,5 %, les Allemands se sont rendus aux urnes pour élire leurs 630 députés. L'Union chrétienne-démocrate (CDU) et son alliée bavaroise, l'Union chrétienne-sociale (CSU), avec leur candidat à la chancellerie Friedrich Merz, ont remporté le scrutin avec 28,5 % des voix, marquant une progression par rapport aux 24,1 % obtenus en 2021. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême droite, a réalisé une percée historique en se hissant à la deuxième place avec 20,8 % des suffrages, doublant ainsi son score de 2021. Cette progression est particulièrement marquée dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne, où l'AfD dépasse souvent les 30 % des voix. Le Parti social-démocrate (SPD), mené par le chancelier sortant Olaf Scholz, a subi une défaite historique en recueillant seulement 16,4 % des voix, son niveau le plus bas depuis plus d'un siècle. Les Verts (Die Grünen) ont obtenu 11,6 % des suffrages, tandis que Die Linke a enregistré une légère progression avec 8,8 %. En revanche, le Parti libéral-démocrate (FDP) et le parti d'extrême gauche Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) n'ont pas franchi le seuil des 5 % requis pour entrer au Bundestag, obtenant respectivement 4,3 % et 4,97 % des voix. Suite à ces résultats, Friedrich Merz a exprimé son intention de former rapidement un gouvernement. Étant donné que la CDU/CSU ne dispose pas de la majorité absolue au Bundestag, une coalition est nécessaire. Les discussions s'orientent vers une alliance avec le SPD, malgré des divergences sur des sujets tels que le contrôle des frontières, la politique migratoire et la fiscalité.

**La réforme du droit électoral a suscité la frustration de plusieurs candidats ayant remporté leur circonscription, sans pour autant obtenir de siège au Bundestag.** En effet, lors des législatives allemandes, chaque bulletin comporte deux votes : le premier, appelé « Erststimme », concerne le candidat qui se présente dans une circonscription (il y en a 299 en Allemagne) ; le deuxième, « Zweitstimme », concerne un parti politique qui se présente dans l'Etat fédéral de l'électeur et détermine la répartition des sièges à la proportionnelle au Parlement. La nouvelle réforme électorale, introduite par l'ancien gouvernement (coalition « feu tricolore »), impose désormais aux candidats de non seulement gagner leur circonscription, mais aussi de bénéficier d'un nombre suffisant de votes de liste (Zweitstimmen) pour que leur parti accède au Parlement. Le but étant de limiter le nombre de députés à 630. Auparavant, des sièges « excédentaires » avaient été créés lorsqu'un parti obtenait plus de candidats directement élus que de sièges lors du second vote. Ce mécanisme, l'un des aspects les plus controversés du système électoral allemand, avait parfois permis à certaines coalitions d'obtenir des majorités plus confortables en raison de mandats excédentaires. La réforme, appliquée pour la première fois cette année, a privé au total 23 gagnants de circonscription de leur mandat et a particulièrement frappé la CDU, puisque 15 candidats élus directement n'ont pas pu entrer au Bundestag. Trois candidats de l'AfD et de la CSU, ainsi qu'une candidate du SPD, ont également été touchés.

**Le potentiel futur chancelier et président de la CDU, Friedrich Merz, a exclu une réforme dans un avenir proche du « frein à l'endettement » (Schuldenbremse), estimant cela trop complexe.** Il considère néanmoins qu'une discussion pourrait avoir lieu après un bilan financier, tout en maintenant cette règle dans la Constitution. Markus Söder (CSU) et Thorsten Frei (CDU) se sont également opposés à une réforme rapide, invoquant des obstacles juridiques et politiques. A l'inverse, Daniel Günther, ministre-président du Schleswig-Holstein (CDU), plaide pour une réforme au plus vite du frein à l'endettement dans le nouveau Bundestag, en raison des besoins financiers des Länder. Il reconnaît volontiers que cela nécessitera des alliances avec d'autres partis, y compris la gauche. L'unique solution envisagée par Merz pour le moment serait une augmentation du fonds spécial destiné à l'armée allemande, bien que, cette fois encore, il se soit montré plus prudent que Markus Söder et Alexander Dobrindt (CSU) et a déclaré : « Nous en discutons, mais il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions. Pour l'instant, cela me semble difficile. »


**Friedrich Merz appelle à des discussions avec la France et le Royaume-Uni pour déterminer si leur dissuasion nucléaire pourrait également couvrir l'Allemagne.** Jusqu'à maintenant, l'Allemagne s'appuyait sur la dissuasion américaine, disposant sur son sol des armes nucléaires américaines (bombes B61) et étant un fidèle allié des Etats-Unis au sein de l'OTAN. Toutefois, la crise de confiance vis-à-vis de Washington plonge l'Allemagne dans l'incertitude, après que Trump a déclaré qu'il n'assurerait pas la sécurité de l'Ukraine après la signature d'un éventuel accord de paix. C'est dans ce contexte que Friedrich Merz et Emmanuel Macron ont évoqué le sujet lors d'un entretien, avant que le président français ne se rende à Washington cette semaine pour discuter de la sécurité européenne avec Trump. Friedrich Merz a par ailleurs rappelé, dans une allocution télévisée sur ZDF, que la France avait déjà proposé à plusieurs reprises ce dialogue, mais que les gouvernements allemands successifs n'y ont jamais répondu. Si l'Allemagne cherche à renforcer sa position stratégique, le développement d'un programme nucléaire reste exclu. Le pays est contraint juridiquement par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui lui interdit d'acquérir l'arme atomique. Un retrait de cet accord aurait un coût diplomatique majeur et impliquerait des investissements colossaux en infrastructure et en recherche militaire.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Après la défaite électorale et l'entrée ratée des **Libéraux (FDP)** au Bundestag, le chef du parti Christian Lindner et le secrétaire général Marco Buschmann ont tous deux annoncé leur retrait. Ils souhaitent ainsi permettre à leur parti de se restructurer. Avant le prochain congrès de leur parti, prévu pour le mois de mai, plusieurs personnes devraient se présenter pour prendre la tête du parti. Actuellement, l'ancienne cheffe de la commission de la défense au Bundestag et députée européenne Agnès Strack-Zimmermann, ainsi que Wolfgang Kubicki, vice-président du Bundestag allemand de 2017 à 2025, sont les personnes les plus impliquées dans la course à la direction du parti.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



3	8	4	7
0	2	6	5
5	3	1	2
7	4	9	6
9	6	2	0

19,2 milliards

La Bundesbank allemande a enregistré une perte record de 19,2 milliards d'euros, principalement en raison de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). C'est la première fois depuis 1979 que la banque centrale allemande subit un tel déficit, entraînant l'absence de versement au budget fédéral pour la cinquième année consécutive. Cette situation s'explique par la hausse rapide des taux directeurs de la BCE à partir de l'été 2022, visant à maîtriser l'inflation. Bien que les taux aient depuis été baissés, l'augmentation des coûts d'intérêt pour la Bundesbank a dépassé ses revenus financiers. Bien que les pertes devraient persister dans les années à venir, Joachim Nagel, président de la Bundesbank, estime que le pic des charges annuelles a été dépassé et que les déficits futurs seront probablement moins importants.